

Chevènement : « Le programme du PS n'est pas finançable »

MRC Le sénateur de Belfort est à Carros pour présenter son « contrat républicain »... et s'avancer vers la candidature...



Jean-Pierre Chevènement : « La crise de l'euro était prévisible. »

(Photo Franck Fernandès)

Il n'est pas encore candidat, mais il en a déjà le costume... L'ancien ministre est à Carros (Alpes-Maritimes) ce week-end pour les Universités d'été du MRC où il livre ses vérités. Sa vision de la France et le peu de confiance qu'il attribue aux candidats socialistes le rapprochent, peu à peu, d'une nouvelle candidature aux présidentielles...
Décryptage.

Vos idées forces pour ce contrat républicain ?

D'abord il faut voir la profondeur de la crise dans laquelle nous sommes. La crise de l'euro était prévisible dès le départ. C'est une monnaie qui a été construite sans, voire contre les nations. Aujourd'hui, les marchés financiers spéculent contre tous les États qui apparaissent affaiblis par l'ampleur de leur dette et il y a lieu d'être très inquiet sur l'avenir de l'euro. J'ai suggéré que la banque centrale européenne rachète en masse les obligations des pays attaqués, comme l'Italie et l'Espagne. Nécessité fait loi, elle a commencé à le faire au mois d'août mais dans des proportions insuffisantes. Il faut une remise des compteurs à zéro, penser qu'on ne peut pas maintenir un système de protection sociale avancé sans une base productive forte. Or nous avons laissé notre industrie péricliter. La situation est gravissime. C'est à une révolution aussi profonde que celle à laquelle nous avons procédé en 1944 avec le Conseil national de la Résistance qu'il faut procéder, mais nous ne sommes pas en 1944, nous sommes plutôt en 1939...

La dette publique augmente et vous préconisez de relancer les investissements.

Un cercle vicieux, non ?

Il faut inverser cette logique. Pour résorber la dette il faut de la croissance, des recettes fiscales, des excédents et par conséquent si on veut se lancer dans une austérité généralisée comme Merkel et Sarkozy nous le proposons avec leur pseudo-règle d'or que j'appelle règle d'airain, on va au gouffre...

Devant ce constat pourquoi ne pas lancer dès aujourd'hui votre candidature aux présidentielles 2012 ?

Il faut que les Français comprennent la nécessité d'une politique alternative. Pour le moment on les balade avec la règle d'or, avec les primaires socialistes dont on voit que tous les candidats se situent dans la même logique que

« Ma campagne de 2002 n'a pas pris une ride »

M. Sarkozy, sans vision de l'avenir, sans comprendre qu'ils vont devoir prendre des mesures plus audacieuses, plus courageuses...

Pour en revenir à ma candidature, j'officialiserai ma décision dans le courant de l'automne.

Où en êtes-vous de vos relations avec les socialistes ?

J'ai des relations amicales avec la plupart de leurs candidats. Mais il faut que le débat progresse, qu'il s'élève. Et les événements vont nous y aider.

Ma candidature permettra de créer un recours pour la suite car la France en aura besoin...

Vous jugez sévèrement

leurs primaires...

Le programme qui les unit annule l'intérêt de cette compétition certes d'hommes et de femmes estimables... L'une a de beaux yeux, l'autre est brillant et amusant, la troisième sincère, le quatrième enjôleur, mais nous ne sommes pas au comice agricole, au foirail pour juger la bête comme Chirac le faisait au salon de l'agriculture. Sur quoi se différencient-ils ? Quelles perspectives offrent-ils ? Leur programme est un leurre, il n'est pas finançable dans l'état actuel du système euro. Ils le disent d'ailleurs eux-mêmes...

Le 21 avril 2002

un mauvais souvenir ?

Le peuple français a fait ce jour-là une erreur en pensant que Le Pen pouvait être autre chose qu'une impasse...

Mais encore...

Lionel Jospin avait un projet à l'eau de rose, ma candidature était justifiée. Mes interventions de la campagne 2002 n'ont d'ailleurs pas pris une ride !

Vous sortez un livre d'entretiens croisés avec le ministre de l'éducation Luc Chatel. Lui avez-vous soufflé l'idée du retour à la morale sur les bancs de l'école ?

Je m'en étais déclaré partisan il y a quelque temps... Depuis la fin du service militaire, l'école est la seule grande institution publique à rassembler toute la jeunesse. C'est à elle de donner les repères que sont le patriotisme, le civisme, le respect des règles du vivre ensemble.

PROPOS RECUEILLIS PAR
CHRISTIAN HUAULT
chuault@nicematin.fr